

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 126

**4^{ème} trimestre 2005
(mars 2006)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Méthodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>La disponibilité des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. La position extérieure nette du système bancaire local</i>	17
<i>6. Risques sectoriels</i>	18
<i>7. Rappel des taux</i>	20
<i>7.1 Taux réglementés</i>	20
<i>7.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	20
<i>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	20
<i>7.4 Taux de l'usure</i>	20
<i>8. Monnaie fiduciaire</i>	21
<i>8.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	21
<i>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Conjoncture financière et bancaire

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

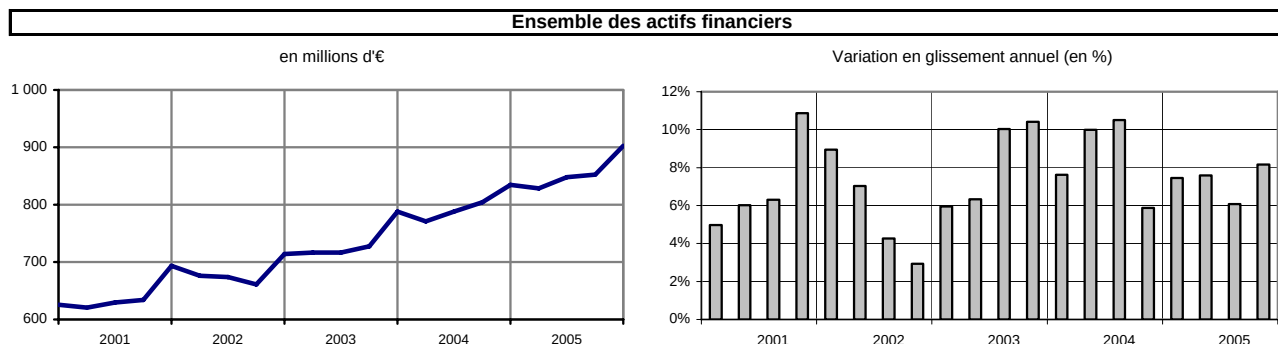
6) Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

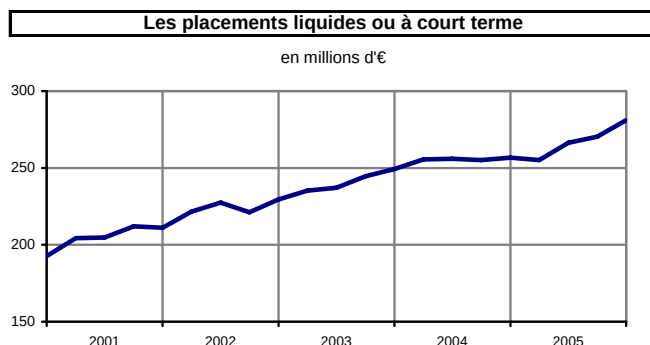
1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 8,2 % sur un an.

L'ensemble des actifs financiers recensés en Guyane s'élève à 902,6 millions d'€ au 31 décembre 2005, en hausse de 8,2 % sur un an (contre + 5,9 % au 4^{ème} trimestre 2004). Cette bonne orientation devrait se poursuivre selon les dirigeants des établissements de crédit qui témoignent d'une opinion positive sur la collecte de dépôts pour le 1^{er} semestre 2006.



Au 31 décembre 2005, l'encours des dépôts à vue s'établit à 434,7 millions d'€ (soit 48 % du total des actifs financiers), et affiche ainsi une progression de 9,9 % sur un an, soit un rythme de croissance en nette accélération par rapport à celui observé au 31 décembre 2004 (+ 4,5 %). Cette évolution est le résultat d'une hausse des dépôts à vue des sociétés non financières (+ 12,1 %) et des autres agents (+ 55,9 %) alors qu'une progression plus mesurée est enregistrée pour les ménages (+ 6,3 %).



Les placements liquides ou à court terme (281,1 millions d'€, soit 31 % du total) enregistrent également une hausse significative de 9,5 % sur un an, soit le plus fort taux de croissance annuelle relevé depuis décembre 2003. Cette tendance dynamique est principalement liée à la forte hausse des placements indexés sur les taux du marché monétaire (soit 33 % du total des placements liquides, à + 19,5 %) et, dans une moindre mesure,

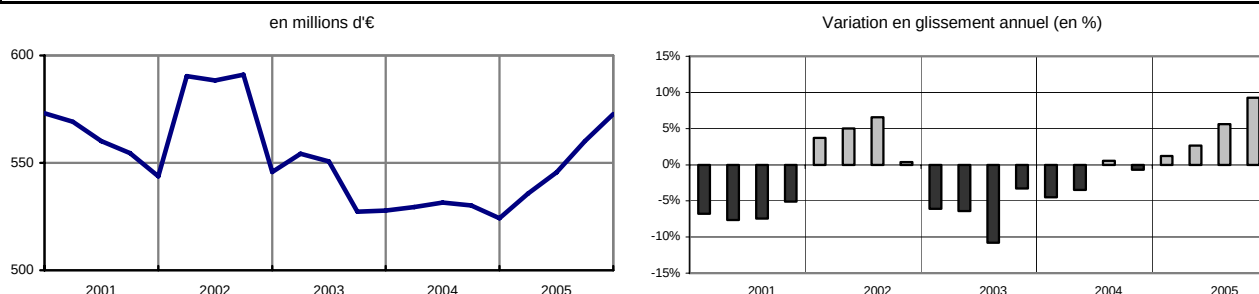
des comptes d'épargne à régime spécial (67 % du total, à + 5,2 %). La forte croissance des placements indexés sur les taux du marché monétaire, observée depuis le second trimestre, s'explique essentiellement par celle des OPCVM monétaires (+ 49,9 %) liée à des anticipations de hausse de taux concrétisées le 1^{er} décembre par le 1^{er} relèvement des taux directeurs depuis deux ans et demi (+ 0,25 point) décidé par la Banque centrale européenne. L'évolution des comptes d'épargne à régime spécial (+ 3,9 %) provient de la hausse des livrets A (+ 3,7 %, contre + 2,2 % au 31 décembre 2004), des livrets ordinaires (+ 6,2 %, contre + 2,6 %) et des comptes d'épargne logement (+ 8,8 %, contre + 9,8 %).

Enfin, les placements à long terme, qui représentent 21 % du total des actifs financiers, affichent une progression annuelle de 2,5 % à 186,7 millions d'€, soit un rythme inférieur à celui observé il y a un an (+ 13,8 %). Ce ralentissement est imputable à la moindre progression de l'encours des autres actifs (essentiellement des contrats d'assurance vie) de 8,3 % au 31 décembre 2005 (contre + 41,1 % en 2004) et à la baisse des OPCVM non monétaires (- 17,9 %). L'encours des ménages, principaux détenteurs de ce type d'épargne (95 % du total) s'élève à 177,0 millions d'€, affichant une progression de 5,5 % en glissement annuel à fin 2005.

L'encours de crédit des établissements locaux poursuit son mouvement de croissance depuis mars 2005...

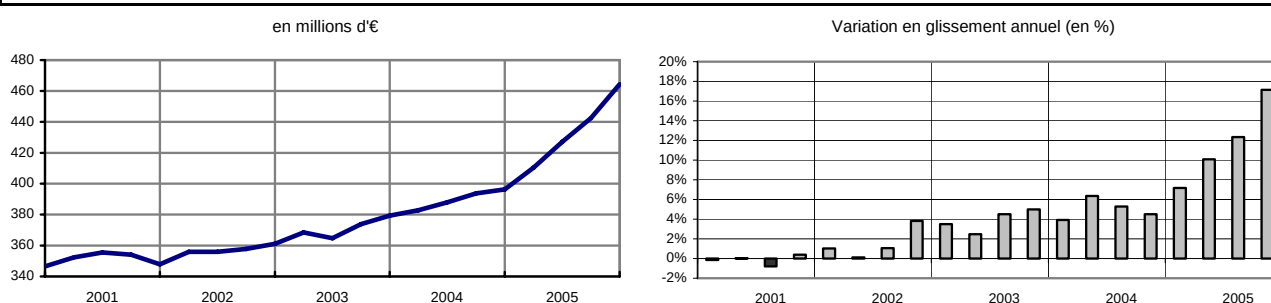
L'encours global des crédits octroyés aux différents agents économiques guyanais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 1 411 millions d'€ au 31 décembre 2005, en hausse de 9,0 % sur un an (contre + 2,1 % en décembre 2004). L'encours sain global continue de progresser à un rythme soutenu (+ 12,1 % en glissement annuel) pour atteindre 1 286 millions d'€. Cette hausse a concerné plus particulièrement les établissements bancaires locaux (+ 17,2 % contre + 4,5 %), et, à un degré moindre, les établissements installés hors du département (+ 9,4 % contre + 4,2 %). Dans ce contexte, les créances douteuses brutes enregistrent un repli de 15,4 % sur un an (contre - 11,8 % au 31 décembre 2004). Les entreprises, avec un total de 773,2 millions d'€, sont les principales bénéficiaires des concours octroyés (55 % du total). Leur endettement progresse de 3,2 % en glissement annuel (contre + 2,4 %). De même, l'endettement en faveur des collectivités locales, principalement sous la forme de crédits à l'équipement (87 % du total, en hausse de 30,8 % sur un an) a fortement progressé sur un an (+ 29,6 %) et atteint 220,9 millions d'€. Cette évolution est liée à la baisse de la capacité d'autofinancement de certaines collectivités en raison de transferts de compétence, sans ressources complémentaires, et à la raréfaction des dotations publiques, notamment provenant des fonds structurels européens. Dans ces conditions, ces collectivités se trouvent contraintes d'avoir recours à l'endettement pour financer leurs investissements.

Encours de crédit brut des EC locaux



Au 31 décembre 2005, l'encours global de crédit consenti par les établissements locaux poursuit son mouvement ascendant relevé depuis le début d'année 2005. Il atteint ainsi 572,7 millions d'€, en hausse de 9,3 % sur un an. L'encours de crédit sain enregistre un taux de croissance annuelle record depuis mars 2000 (+ 17,2 %).

Encours de crédit sain des EC locaux



Avec un encours total de 280,2 millions d'€ ce trimestre, les ménages sont les principaux bénéficiaires des concours octroyés par les établissements de crédit locaux (49 % du total). Leur endettement bancaire affiche un taux de croissance annuelle en accélération sur un an (+ 14,3 % contre + 2,8 % au 31 décembre 2004). Cette forte croissance est principalement imputable à la hausse des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (67 % de l'encours sain), qui augmentent de 13,3 %, confirmant ainsi la

Ensemble des concours aux ménages



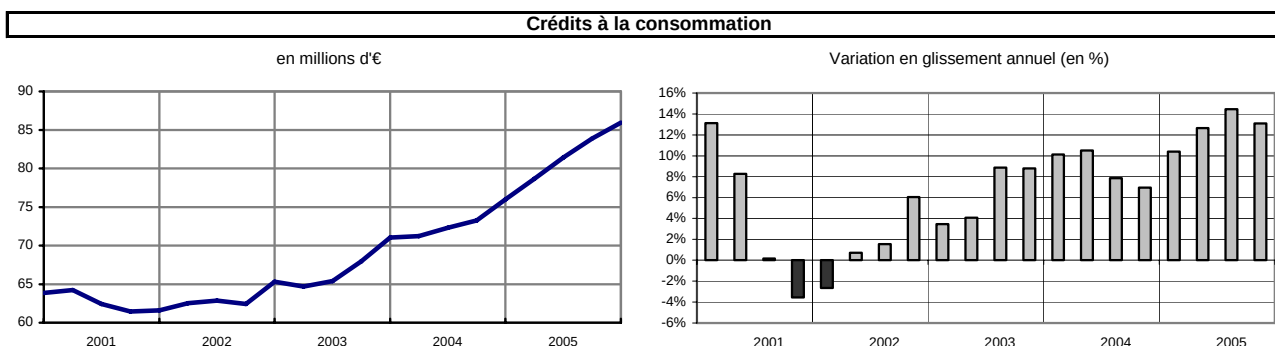
Conjoncture financière et bancaire

reprise engagée depuis mars 2005 et l'incidence favorable de la baisse des taux. Enfin, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 6,5 %, en hausse de 1,1 point sur un an. C'est la première hausse enregistrée depuis décembre 2002.

L'encours total des crédits consentis aux entreprises affiche un taux de croissance de 2,3 %, confirmant ainsi la reprise observée au trimestre précédent, à 279,0 millions d'€. Leur encours sain s'élève à 189,1 millions d'€, en hausse de 19,4 %. Dans le détail, les crédits d'investissement affichent une progression (hors encours de crédits-bail d'un nouvel établissement de la place recensé au 3^{ème} trimestre 2005) en glissement annuel de 4,9 % pour s'établir à 87,1 millions d'€. Au sein de ceux-ci, les crédits d'équipement (88 % du total) enregistrent une hausse de + 6,6 %. Par ailleurs, les crédits d'exploitation (dont 45 % de comptes ordinaires débiteurs) progressent de 11,9 % à 49,2 millions d'€ sur un an. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en baisse de 9,7 points sur un an à 33,5 %. Enfin, les crédits immobiliers (+ 55,5 %) et les autres crédits (+ 53,9 %) contribuent fortement à la performance globale. Selon les dirigeants des établissements bancaires, la production de crédits aux entreprises connaît un tassement au 1^{er} trimestre 2006, notamment pour les crédits d'exploitation. Toutefois, une reprise marquée est anticipée pour le 2nd trimestre 2006.



S'agissant de la clientèle des ménages, le marché du crédit à l'habitat s'inscrit en repli au 1^{er} trimestre 2006. De même, l'opinion sur les crédits à la consommation s'est dégradée, mais son orientation reste positive. Les perspectives concernant les crédits à l'habitat et à la consommation repartent à la hausse au 2nd trimestre 2006, selon les soldes d'opinions.



Enfin, les établissements bancaires locaux demeurent prêteurs sur le marché interbancaire, la position nette du système bancaire guyanais étant structurellement excédentaire : elle atteint 302,3 millions d'€ au 31 décembre 2005 (+ 29,0 % sur le trimestre).

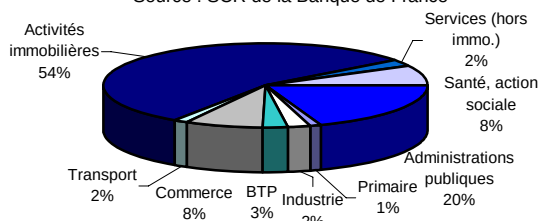
Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent de 7,6 % sur un an.

Au 31 décembre 2005, l'encours des crédits aux entreprises enregistré par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 183,8 millions d'€, en hausse de 7,6 % en glissement annuel et de 3,4 % par rapport à septembre 2005. Les activités immobilières occupent une place majoritaire dans ce total (soit 54 % du total), les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentant 20 % du total, suivies par le secteur du commerce (8 %) et celui de la santé (8 %).

Sur un an, le total des risques présente des variations irrégulières selon les secteurs d'activité. Les progressions les plus significatives relèvent, des administrations publiques (+ 17,8 %), du BTP (+ 16,6 %), de la santé (+ 13,6 %) et des activités immobilières (+ 6,8 %). A l'inverse, le total des risques portés sur le secteur des services aux particuliers et aux entreprises baisse de 13,8 %, de même que celui sur le secteur primaire (- 11,3 %). Le secteur de l'industrie repasse en terrain positif à + 0,4 % contre - 8,3 % au trimestre précédent.

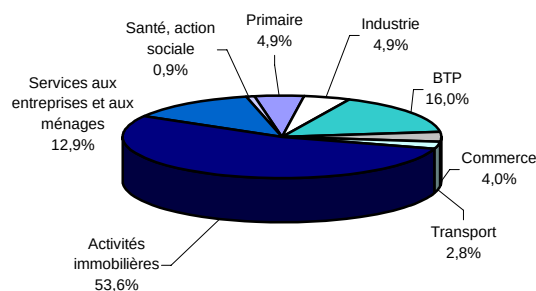
Répartition des risques par secteur au 31/12/2005

Source : SCR de la Banque de France



Par ailleurs, les nouvelles créances douteuses déclarées au 4^{ème} trimestre 2005 enregistrent une forte croissance (soit + 137,39 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2005). Cette évolution concerne principalement les secteurs de l'immobilier (53,6 %), du BTP (16,0 %) et du primaire (4,9 %).

Nouveaux encours douteux au 4^{ème} trimestre 2005

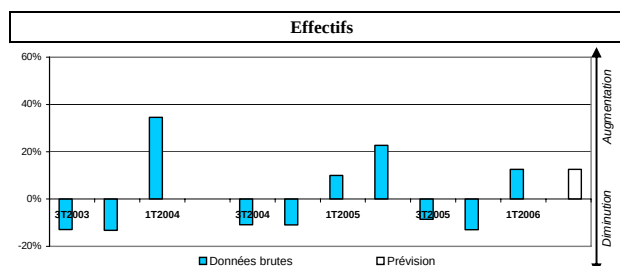
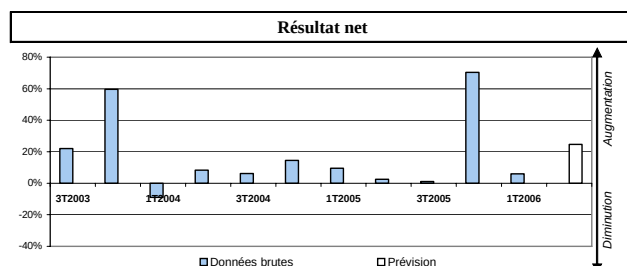
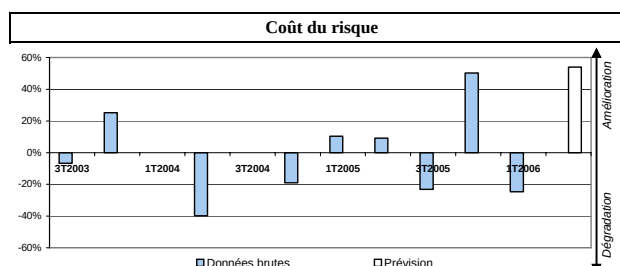
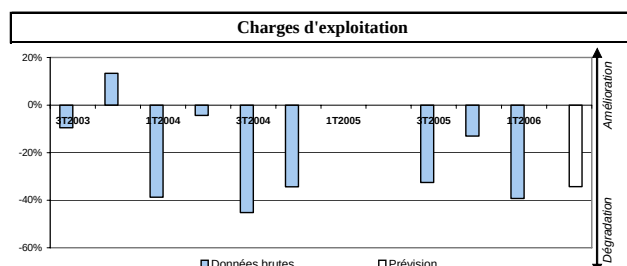
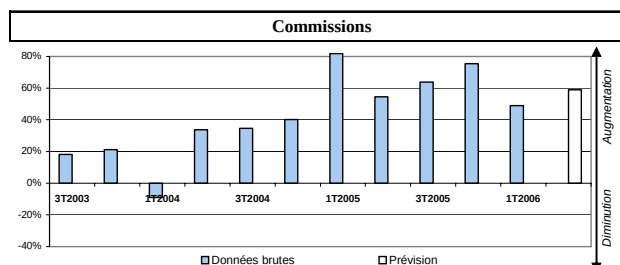
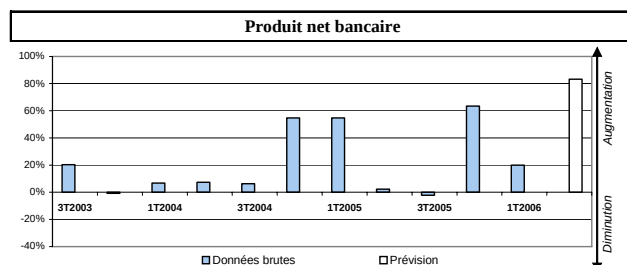
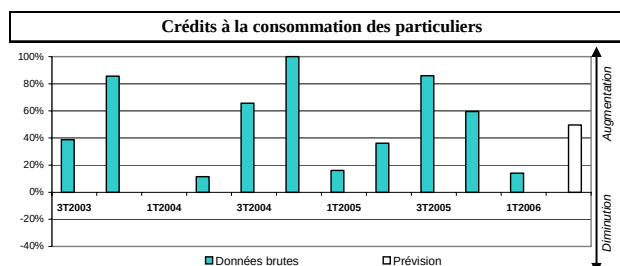
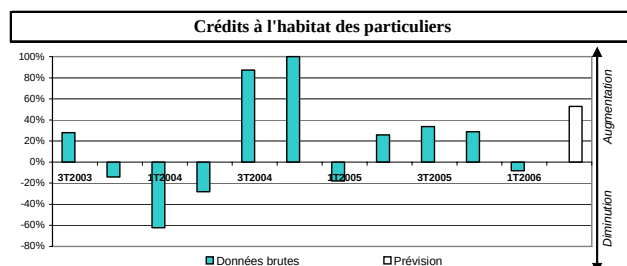
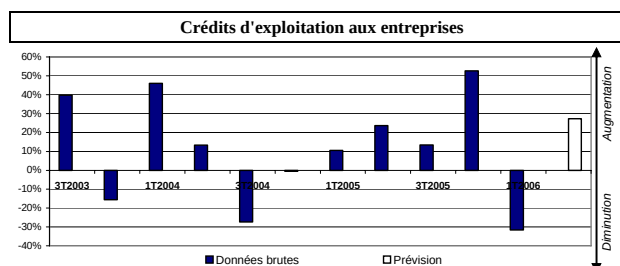
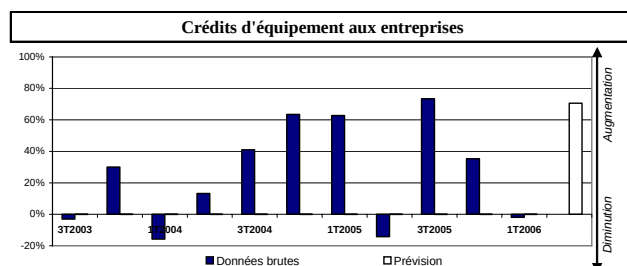
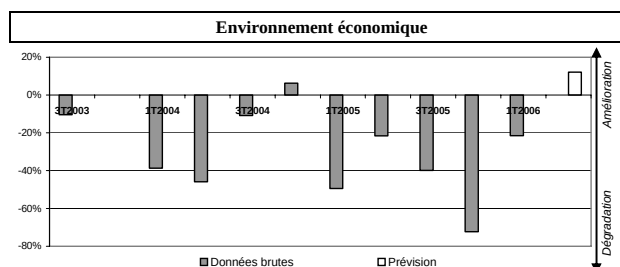
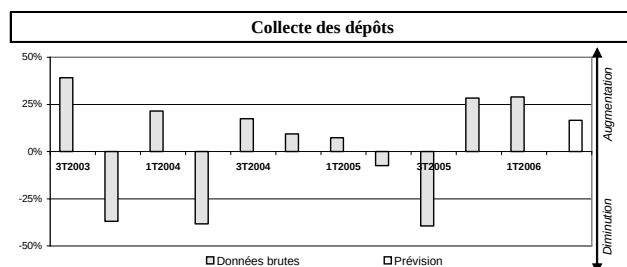


Des résultats bancaires moins dynamiques.

Contrairement à leur anticipation formulée lors de la dernière enquête, l'opinion des dirigeants des établissements bancaires concernant leur PNB est plutôt réservée au 1^{er} trimestre 2006. Le solde d'opinions sur les charges d'exploitation s'est sensiblement dégradé de même que celui sur les risques. Ces évolutions conduisent à un tassement des résultats bancaires. Une meilleure orientation est toutefois anticipée pour le 2nd trimestre 2006 pour le produit net bancaire. Un coût du risque en amélioration et des charges contenues devraient contribuer à une nouvelle amélioration des résultats.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

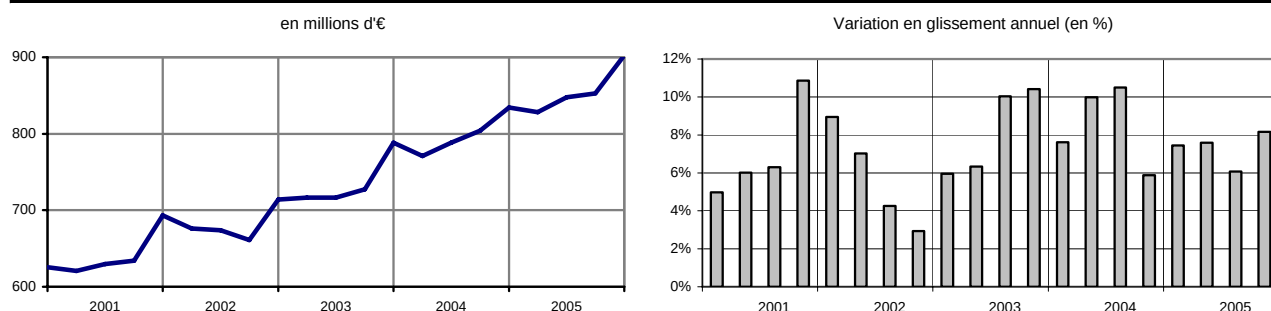
Soldes d'opinions des dirigeants



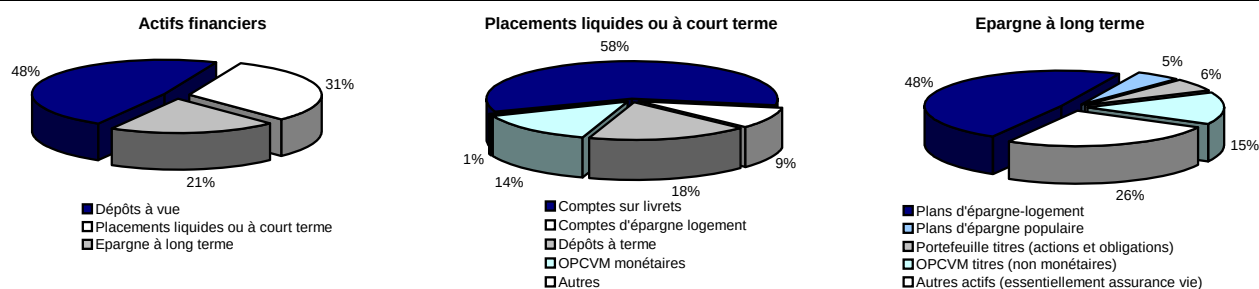
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	129,1	142,9	142,4	176,3	189,2	177,8	179,3	171,9	203,7	7,7%	18,5%
Dépôts à vue	88,0	102,9	108,5	136,5	140,0	134,2	134,8	122,0	156,9	12,1%	28,7%
Placements liquides ou à court terme	36,7	36,2	30,6	29,3	34,9	31,5	34,8	39,6	37,9	8,6%	-4,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	7,8%	-1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	36,6	35,9	30,3	29,0	34,6	31,1	34,4	39,3	37,6	8,6%	-4,4%
(dt) comptes à terme	16,4	18,9	21,2	19,7	19,9	18,6	20,6	19,3	20,2	1,3%	4,8%
(dt) OPCVM monétaires	8,9	10,3	5,9	8,5	13,1	11,9	13,1	19,4	15,7	19,5%	-19,3%
(dt) certificats de dépôt	11,2	6,7	3,3	0,8	1,5	0,5	0,7	0,6	1,7	11,3%	183,3%
Epargne à long terme	4,4	3,8	3,3	10,5	14,2	12,1	9,7	10,3	8,9	-37,8%	-13,7%
(dt) OPCVM non monétaires	4,1	3,4	2,9	10,2	13,9	11,6	9,2	9,8	8,4	-39,6%	-14,1%
Ménages	487,8	538,6	557,8	591,2	629,7	633,7	649,7	651,7	675,2	7,2%	3,6%
Dépôts à vue	207,3	236,6	235,4	227,5	243,5	244,3	249,2	248,2	258,9	6,3%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	152,0	172,3	195,8	214,3	218,4	220,2	228,6	227,8	239,3	9,6%	5,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	131,3	144,5	155,7	171,0	179,0	181,5	186,0	184,7	188,6	5,4%	2,1%
Livrets ordinaires	36,7	38,2	40,0	44,3	45,2	45,5	46,5	47,7	48,2	6,6%	1,0%
Livrets A et bleu	67,9	74,0	82,4	85,9	88,1	88,9	90,6	88,9	91,3	3,7%	2,7%
Livrets jeune	0,2	2,0	0,3	0,7	1,0	1,4	1,5	1,6	1,8	70,2%	11,4%
Livrets d'épargne populaire	8,9	10,1	10,8	12,9	15,1	15,1	15,1	14,8	15,2	0,5%	2,8%
CODEVI	3,8	4,4	4,2	6,1	6,6	6,8	7,2	6,9	7,1	8,0%	3,0%
Comptes d'épargne logement	13,7	15,9	18,1	21,0	23,0	23,8	25,1	24,8	25,1	8,8%	1,2%
Placements indexés sur les taux de marché	20,7	27,8	40,1	43,3	39,4	38,7	42,6	43,2	50,7	28,7%	17,4%
(dt) OPCVM monétaires	2,5	6,2	10,7	13,7	12,3	12,7	14,3	13,4	21,6	75,2%	61,4%
(dt) Comptes créditeurs à terme	17,5	21,2	29,3	29,5	26,9	25,9	28,2	29,7	29,0	7,8%	-2,4%
Epargne à long terme	128,6	129,7	126,6	149,3	167,8	169,2	171,9	175,7	177,0	5,5%	0,7%
Plans d'épargne logement	62,3	66,6	72,4	82,8	86,4	88,6	89,3	89,0	91,0	5,3%	2,2%
Plans d'épargne populaire	12,3	11,8	11,0	11,1	10,4	10,3	10,0	9,6	9,7	-7,1%	0,6%
Autres comptes d'épargne	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	56,2%	45,2%
Portefeuille-titre	8,2	6,2	5,3	6,5	7,1	7,7	8,5	9,2	10,1	42,7%	10,6%
OPCVM non-monétaires	21,2	19,4	13,9	17,8	19,7	17,6	17,7	18,4	18,4	-6,7%	0,2%
Contrats d'assurance-vie	24,6	25,5	23,7	31,1	43,9	44,7	46,2	49,3	47,5	8,1%	-3,7%
Autres agents	8,7	11,9	13,6	20,7	15,6	17,0	19,1	29,1	23,6	51,2%	-19,0%
Dépôts à vue	4,5	9,2	10,3	14,6	12,1	13,5	16,1	26,1	18,9	55,9%	-27,9%
Placements liquides ou à court terme	4,0	2,5	3,1	5,8	3,4	3,5	3,0	3,0	3,9	15,4%	30,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,2	0,2	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	-29,7%	-23,2%
Placements indexés sur les taux de marché	3,7	2,4	2,9	5,5	2,8	2,9	2,5	2,4	3,5	24,9%	42,7%
Epargne à long terme	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,8	ns	ns
Total actifs financiers	625,5	693,5	713,8	788,1	834,5	828,4	848,0	852,7	902,6	8,2%	5,8%
Dépôts à vue	299,7	348,7	354,2	378,7	395,6	391,9	400,1	396,3	434,7	9,9%	9,7%
Placements liquides ou à court terme	192,7	211,1	229,6	249,4	256,7	255,2	266,4	270,5	281,1	9,5%	3,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	131,8	145,0	156,2	171,5	180,0	182,5	186,9	185,6	189,4	5,2%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	60,9	66,1	73,3	77,9	76,7	72,7	79,4	84,9	91,7	19,5%	8,1%
Epargne à long terme	133,1	133,6	130,0	160,0	182,2	181,3	181,6	186,0	186,7	2,5%	0,4%

Ensemble des actifs financiers

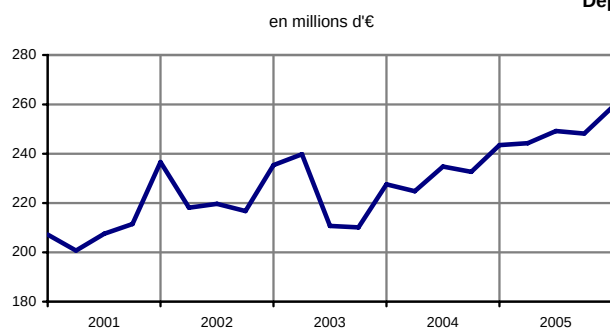


Structure des actifs financiers par nature

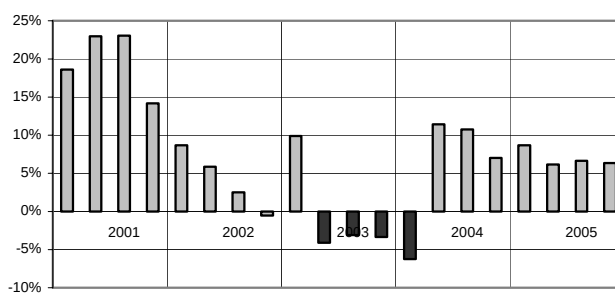


Les placements des ménages

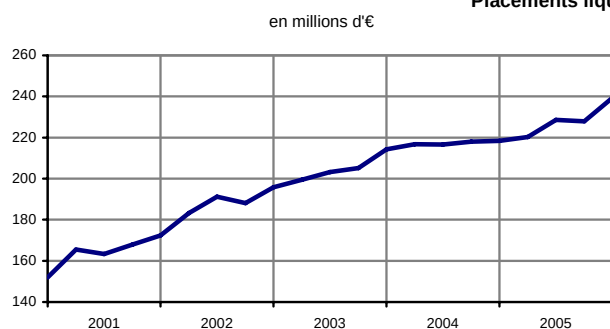
Dépôts à vue



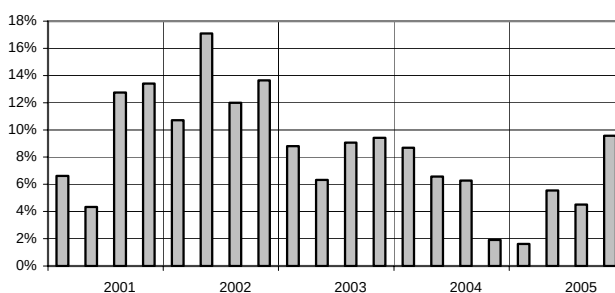
Variation en glissement annuel (en %)



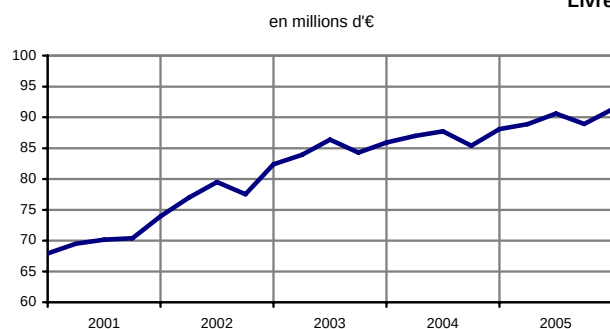
Placements liquides ou à court terme



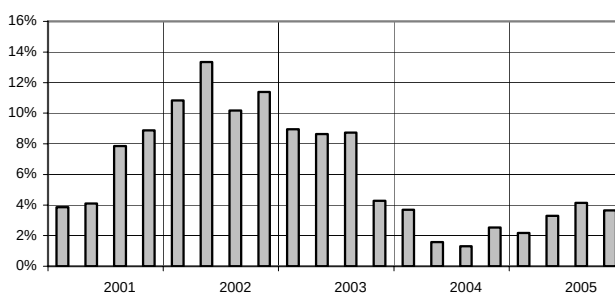
Variation en glissement annuel (en %)



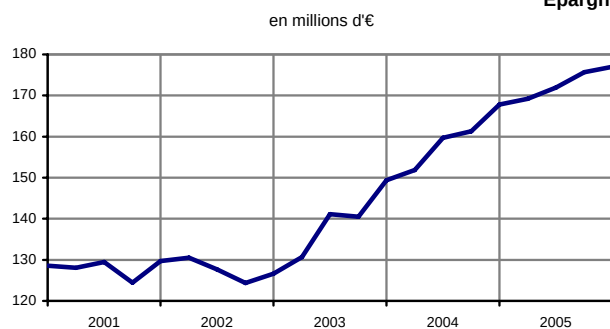
Livrets A et bleu



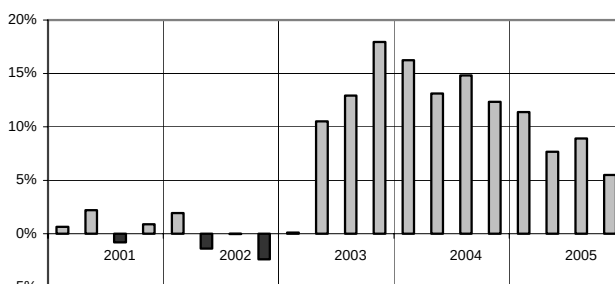
Variation en glissement annuel (en %)



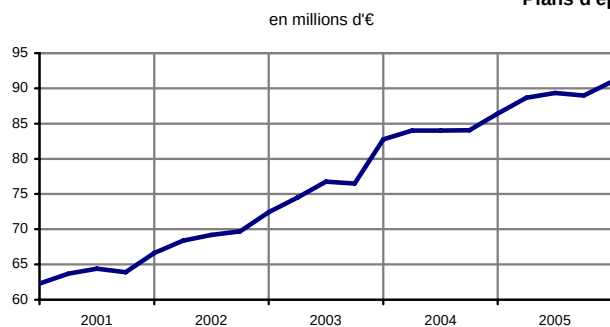
Epargne à long terme



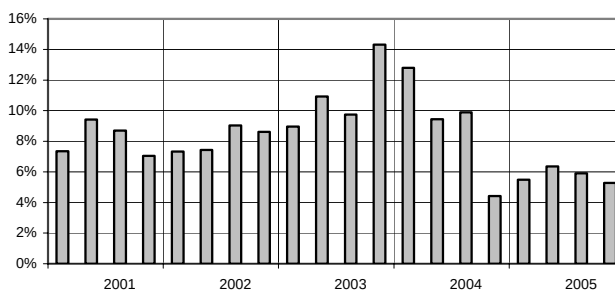
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



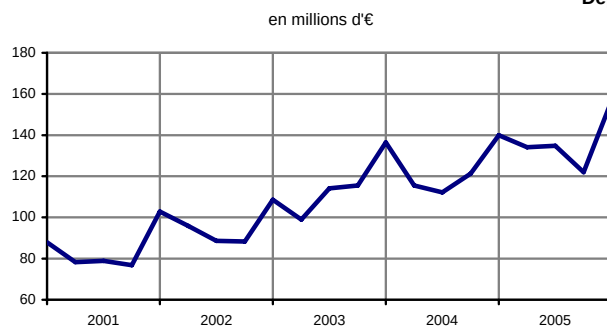
Variation en glissement annuel (en %)



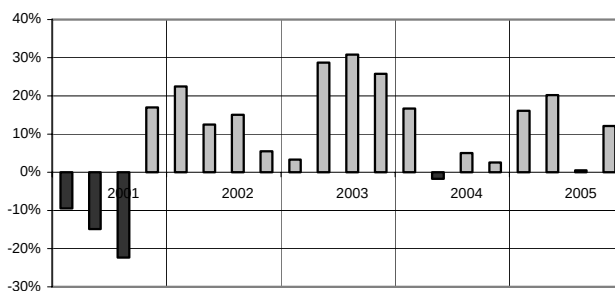
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

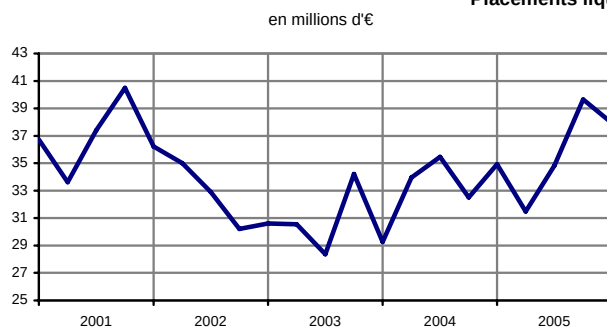
Dépôts à vue



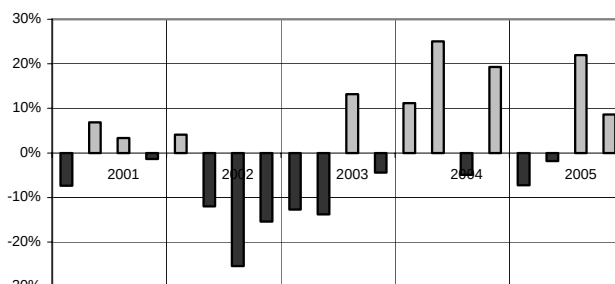
Variation en glissement annuel (en %)



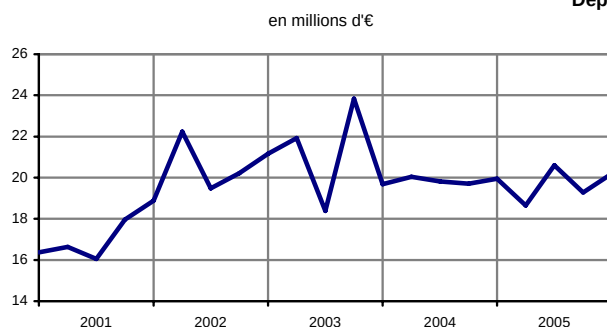
Placements liquides ou à court terme



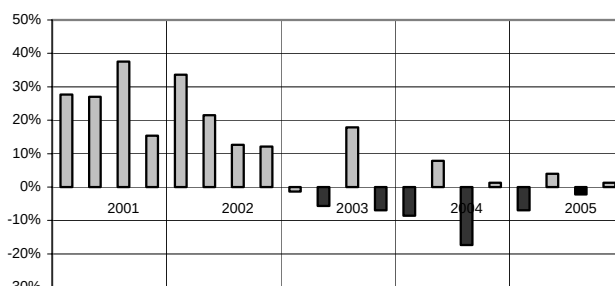
Variation en glissement annuel (en %)



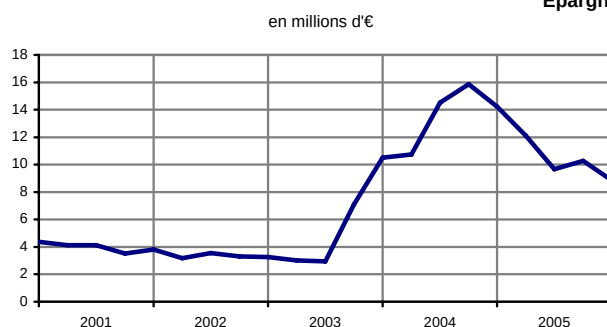
Dépôts à terme



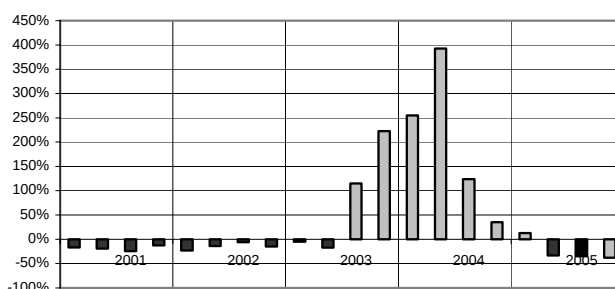
Variation en glissement annuel (en %)



Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)

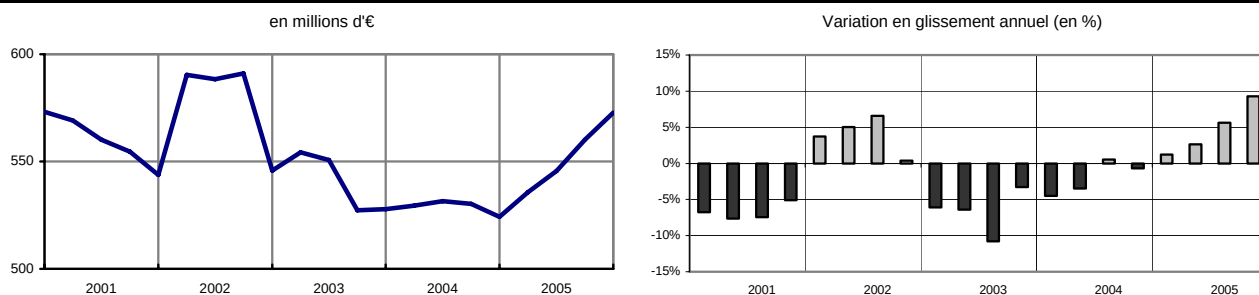


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

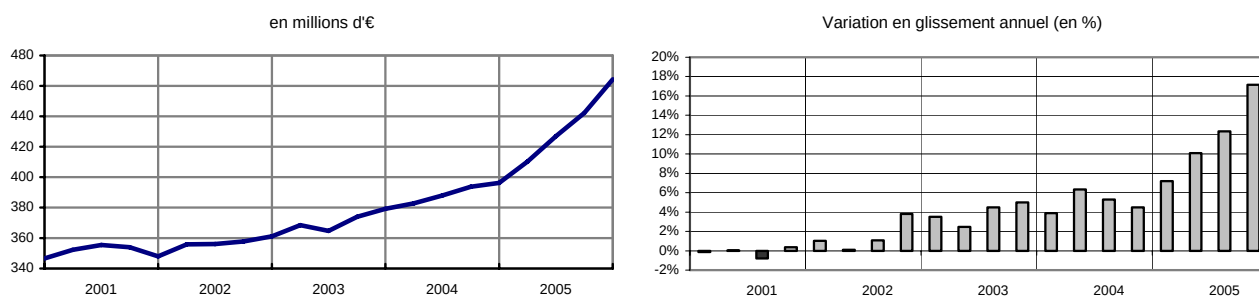
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'€									Variations	
	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	29,0	34,3	37,8	38,1	44,0	45,0	49,3	49,9	49,2	11,9%	-1,4%
Créances commerciales	5,6	6,2	6,2	6,5	6,8	4,8	5,8	7,5	7,1	4,4%	-5,0%
Crédits de trésorerie	11,0	15,3	16,3	14,7	18,3	15,7	16,8	17,3	20,0	9,0%	15,9%
Comptes ordinaires débiteurs	12,4	12,8	15,3	16,9	18,8	24,5	26,7	25,2	22,1	17,5%	-12,2%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	84,7	85,1	83,7	84,1	83,0	83,5	87,0	88,7	91,3	10,0%	3,0%
Crédits à l'équipement	84,7	85,1	81,9	78,1	75,1	75,5	79,4	77,8	80,1	6,6%	3,0%
Crédit-bail	0,0	0,0	1,8	6,0	7,9	7,9	7,6	10,9	11,3	42,3%	3,2%
Crédits à l'habitat	13,1	11,0	11,9	17,0	19,3	21,5	25,3	27,8	30,1	55,5%	8,2%
Autres crédits	14,5	15,8	15,2	13,1	12,0	13,5	14,4	16,9	18,4	53,9%	9,1%
Encours sain	141,4	146,2	148,7	152,4	158,3	163,4	175,9	183,3	189,1	19,4%	3,2%
Créances douteuses brutes	202,5	170,7	161,3	129,2	114,4	110,0	103,0	102,4	89,9	-21,4%	-12,2%
Encours total	343,9	316,9	310,0	281,5	272,7	273,4	279,0	285,7	279,0	2,3%	-2,3%
Taux de créances douteuses	58,9%	53,9%	55,6%	48,0%	43,2%	41,8%	37,9%	37,0%	33,5%	-9,7	-3,5
Ménages											
Crédits à la consommation	63,9	61,6	65,3	71,1	76,0	78,6	81,4	83,9	85,9	13,1%	2,5%
Crédits de trésorerie	59,2	56,9	58,7	66,2	70,0	71,8	74,6	76,2	78,9	12,7%	3,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,7	4,7	6,3	4,0	4,9	5,7	5,6	6,3	5,7	16,6%	-10,6%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,3	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	23,2%	8,6%
Crédits à l'habitat	127,7	127,8	134,1	146,2	154,1	155,0	162,0	169,2	174,6	13,3%	3,2%
Autres crédits	0,1	0,1	1,3	2,0	1,9	1,8	1,7	1,7	1,6	-18,5%	-9,6%
Encours sain	191,6	189,5	200,7	219,2	232,1	235,5	245,1	254,8	262,1	13,0%	2,9%
Créances douteuses brutes	23,3	24,8	22,9	19,2	13,2	15,0	15,2	14,9	18,1	37,3%	21,2%
Encours total	214,9	214,3	223,6	238,4	245,2	250,5	260,2	269,7	280,2	14,3%	3,9%
Taux de créances douteuses	10,8%	11,6%	10,2%	8,0%	5,4%	6,0%	5,8%	5,5%	6,5%	1,1	0,9
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,5	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	-89,3%	-7,7%
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-67,3%	0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,5	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	-96,0%	-22,2%
Crédits à l'équipement	5,4	4,2	5,9	3,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	-40,9%	-7,2%
Autres crédits	0,6	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	18,7%	30,1%
Encours sain	6,1	5,0	6,2	3,5	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	-46,8%	-1,0%
Créances douteuses brutes	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	18,4%	-1,1%
Encours total	6,5	5,3	6,6	3,8	1,3	1,1	1,0	0,9	0,9	-29,9%	-1,1%
Taux de créances douteuses	6,0%	6,4%	5,1%	7,7%	25,9%	31,8%	39,3%	43,8%	43,8%	17,9	0,0
Autres agents											
Encours sain	7,4	7,3	5,6	4,1	4,9	10,6	5,5	3,8	12,6	154,2%	231,7%
Créances douteuses brutes	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	7,7	7,3	5,6	4,1	4,9	10,6	5,5	3,8	12,6	154,2%	231,7%
Taux de créances douteuses	3,8%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
TOTAL											
Encours sain	346,6	347,9	361,2	379,2	396,3	410,3	427,1	442,3	464,3	17,2%	5,0%
Créances douteuses brutes	226,5	195,8	184,5	148,6	127,9	125,4	118,6	117,8	108,4	-15,2%	-7,9%
Encours total	573,1	543,8	545,8	527,9	524,1	535,7	545,6	560,1	572,7	9,3%	2,2%
Taux de créances douteuses	39,5%	36,0%	33,8%	28,2%	24,4%	23,4%	21,7%	21,0%	18,9%	-5,5	-2,1
Taux de provisionnement	84,3%	82,1%	81,7%	79,3%	81,2%	82,6%	84,0%	84,3%	84,1%	2,9	-0,2

Encours de crédit brut des EC locaux

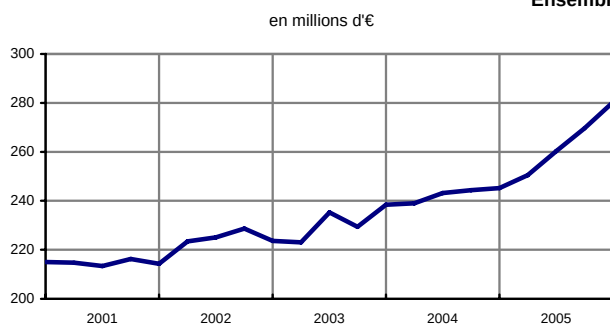


Encours de crédit sain des EC locaux

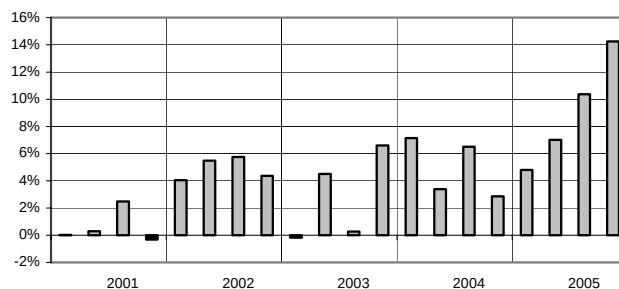


L'endettement des ménages

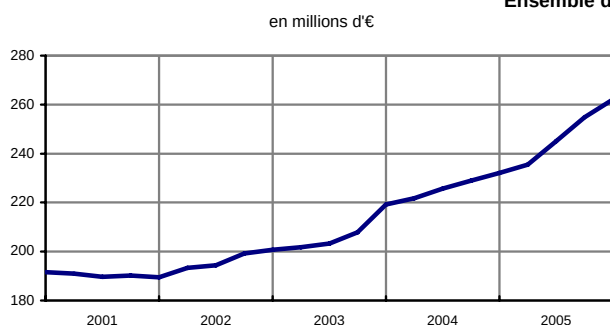
Ensemble des concours



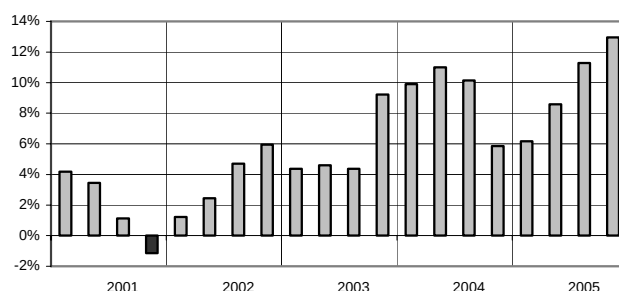
Variation en glissement annuel (en %)



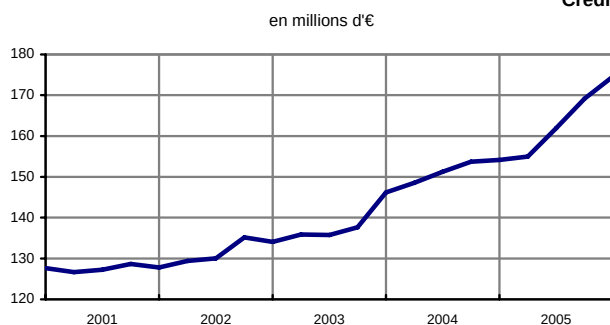
Ensemble des concours sains



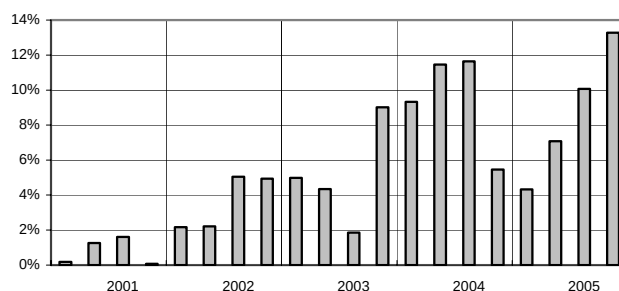
Variation en glissement annuel (en %)



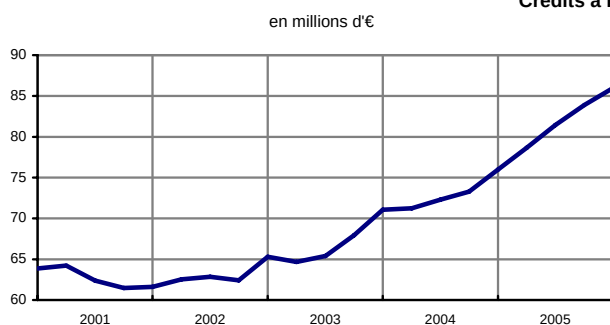
Crédits à l'habitat



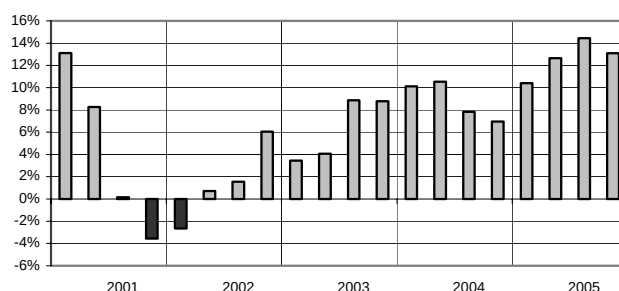
Variation en glissement annuel (en %)



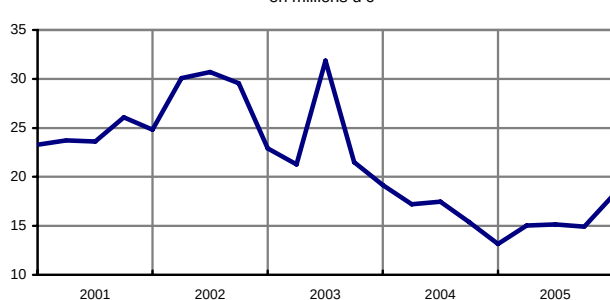
Crédits à la consommation



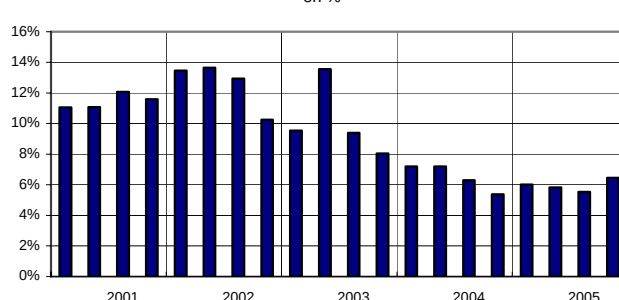
Variation en glissement annuel (en %)



Créances douteuses brutes



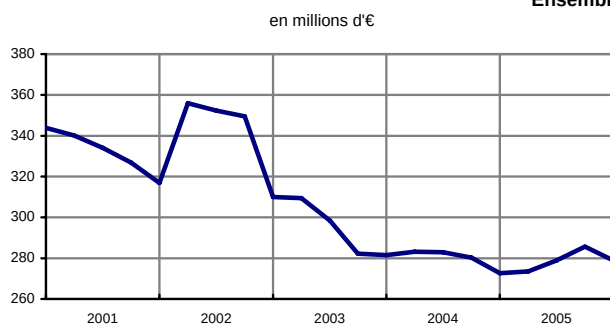
Taux de créances douteuses



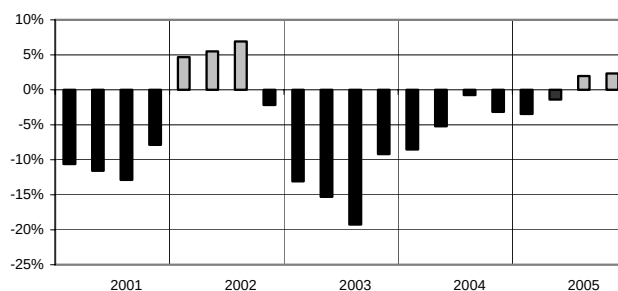
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

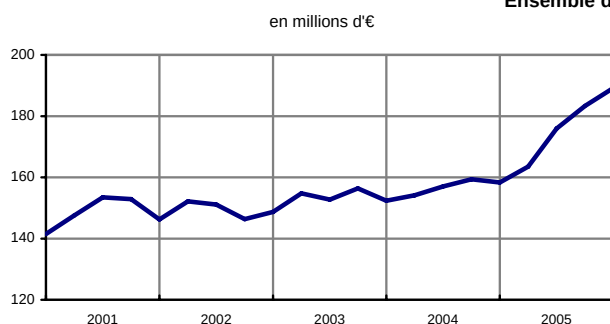
Ensemble des concours



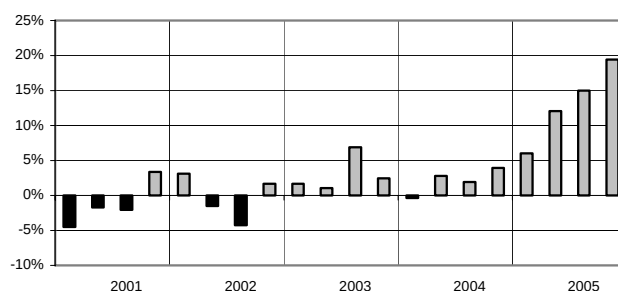
Variation en glissement annuel (en %)



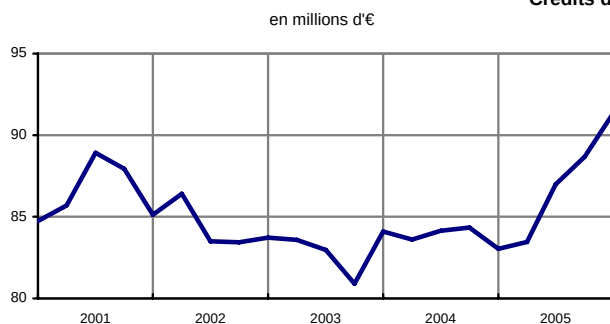
Ensemble des concours sains



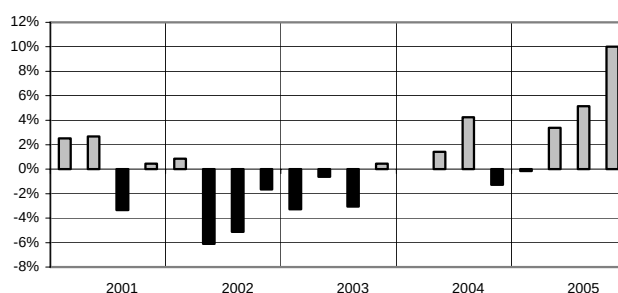
Variation en glissement annuel (en %)



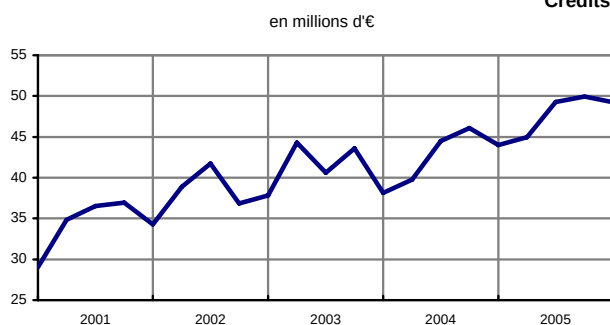
Crédits d'investissement



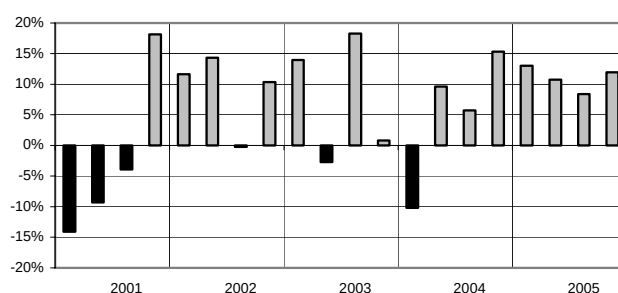
Variation en glissement annuel (en %)



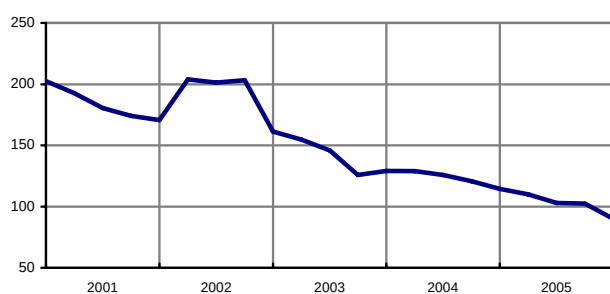
Crédits d'exploitation



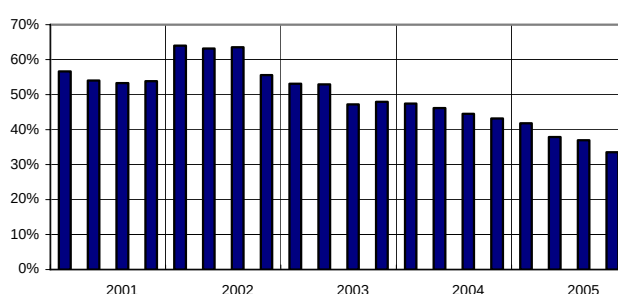
Variation en glissement annuel (en %)



Créances douteuses brutes en millions d'€



Taux de créances douteuses en %



Conjoncture financière et bancaire

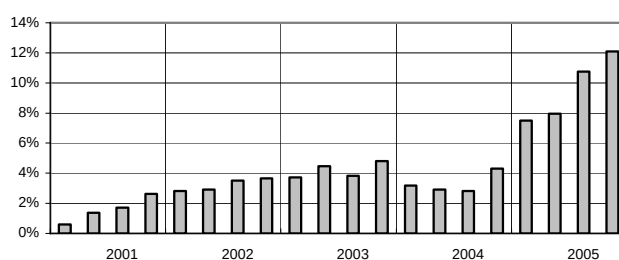
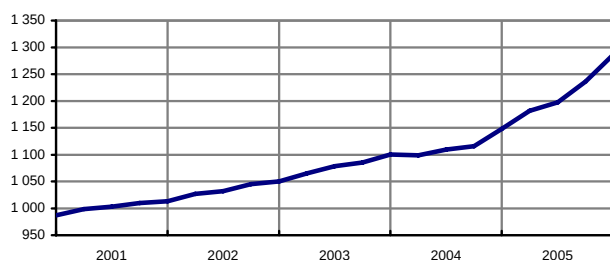
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€										Variations	
	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05		1 an	1 trim.
Entreprises												
Crédits d'exploitation	29,1	34,5	37,8	38,1	44,6	45,0	49,3	50,4	49,5	11,0%	-1,8%	
Créances commerciales	5,6	6,2	6,2	6,5	6,8	4,8	5,8	7,5	7,1	4,4%	-5,0%	
Crédits de trésorerie	11,1	15,5	16,3	14,7	19,0	15,8	16,8	17,8	20,3	6,9%	14,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	12,4	12,8	15,3	16,9	18,8	24,5	26,7	25,2	22,1	17,5%	-12,2%	
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	88,3	91,1	89,5	87,6	83,5	84,0	87,5	89,2	91,9	10,0%	3,0%	
Crédits à l'équipement	88,3	91,1	87,7	81,6	75,6	76,0	79,9	78,3	80,6	6,6%	3,0%	
Crédit-bail	0,0	0,0	1,8	6,0	7,9	7,9	7,6	10,9	11,3	42,3%	3,2%	
Crédits à l'habitat	382,8	408,8	445,7	468,9	480,5	489,1	496,2	499,3	512,0	6,5%	2,5%	
Autres crédits	18,7	19,5	18,2	15,7	14,1	15,7	16,3	18,8	20,1	42,8%	7,0%	
Encours sain	518,8	553,9	591,2	610,3	622,8	633,7	649,3	657,7	673,5	8,1%	2,4%	
Créances douteuses brutes	209,6	178,7	143,7	137,5	126,8	122,5	112,4	115,3	99,7	-21,4%	-13,5%	
Encours total	728,5	732,6	734,9	747,8	749,6	756,2	761,7	773,0	773,2	3,2%	0,0%	
Taux de créances douteuses	28,8%	24,4%	20,0%	18,4%	16,9%	16,2%	14,8%	14,9%	12,9%	-4,0	-2,0	
Ménages												
Crédits à la consommation	74,1	72,9	77,0	82,8	87,6	90,1	93,4	95,7	98,1	12,0%	2,6%	
Crédits de trésorerie	69,4	68,1	70,4	77,9	81,6	83,2	86,6	88,0	91,0	11,6%	3,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,7	4,7	6,3	4,0	4,9	5,7	5,6	6,3	5,7	16,6%	-10,6%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,3	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	23,2%	8,6%	
Crédits à l'habitat	189,8	188,9	193,8	204,8	205,7	205,2	212,6	221,3	228,5	11,1%	3,2%	
Autres crédits	0,1	0,1	1,7	2,3	2,4	2,2	1,9	2,0	1,8	-25,6%	-8,5%	
Encours sain	264,0	261,9	272,5	289,9	295,7	297,6	308,0	319,0	328,4	11,1%	3,0%	
Créances douteuses brutes	33,0	34,5	54,9	28,8	20,4	22,4	22,2	21,9	24,2	18,8%	10,6%	
Encours total	297,0	296,3	327,5	318,7	316,1	320,0	330,2	340,9	352,6	11,6%	3,4%	
Taux de créances douteuses	11,1%	11,6%	16,8%	9,0%	6,5%	7,0%	6,7%	6,4%	6,9%	0,4	0,4	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,1	0,5	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	-89,3%	-7,7%	
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-67,3%	0,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,5	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	-96,0%	-22,2%	
Crédits à l'équipement	150,9	140,7	135,7	140,1	147,1	158,5	156,6	177,6	192,4	30,8%	8,3%	
Autres crédits	26,8	27,4	29,0	25,7	22,8	27,9	26,9	27,5	27,6	20,9%	0,3%	
Encours sain	177,8	168,5	164,8	166,0	170,2	186,6	183,6	205,1	220,0	29,3%	7,2%	
Créances douteuses brutes	3,4	2,9	7,8	0,9	0,3	0,4	0,9	0,9	0,9	169,3%	-2,6%	
Encours total	181,2	171,4	172,6	166,9	170,5	187,0	184,5	206,1	220,9	29,6%	7,2%	
Taux de créances douteuses	1,9%	1,7%	4,5%	0,5%	0,2%	0,2%	0,5%	0,4%	0,4%	0,2	0,0	
Autres agents												
Encours sain	26,3	28,6	21,4	34,0	59,1	63,5	56,9	54,2	64,6	9,2%	19,1%	
Créances douteuses brutes	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Encours total	26,7	28,6	21,4	34,0	59,1	63,5	56,9	54,2	64,6	9,2%	19,1%	
Taux de créances douteuses	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0	
TOTAL												
Encours sain	986,9	1 012,9	1 049,9	1 100,3	1 147,7	1 181,4	1 197,8	1 236,0	1 286,4	12,1%	4,1%	
Créances douteuses brutes	246,3	216,1	206,4	167,3	147,6	145,3	135,5	138,2	124,9	-15,4%	-9,6%	
Encours total	1 233,3	1 229,0	1 256,3	1 267,5	1 295,3	1 326,7	1 333,3	1 374,2	1 411,3	9,0%	2,7%	
Taux de créances douteuses	20,0%	17,6%	16,4%	13,2%	11,4%	11,0%	10,2%	10,1%	8,8%	-2,5	-1,2	
Taux de provisionnement	77,5%	74,4%	73,3%	70,5%	70,4%	71,3%	73,5%	71,9%	73,0%	2,7	1,2	

Encours de crédit sain total

en millions d'€

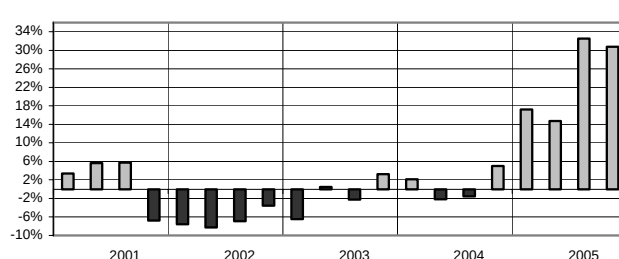
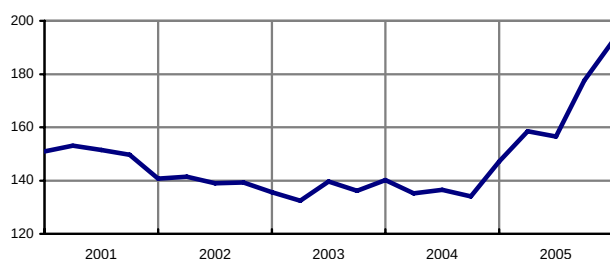
Variation en glissement annuel (en %)



Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

en millions d'€

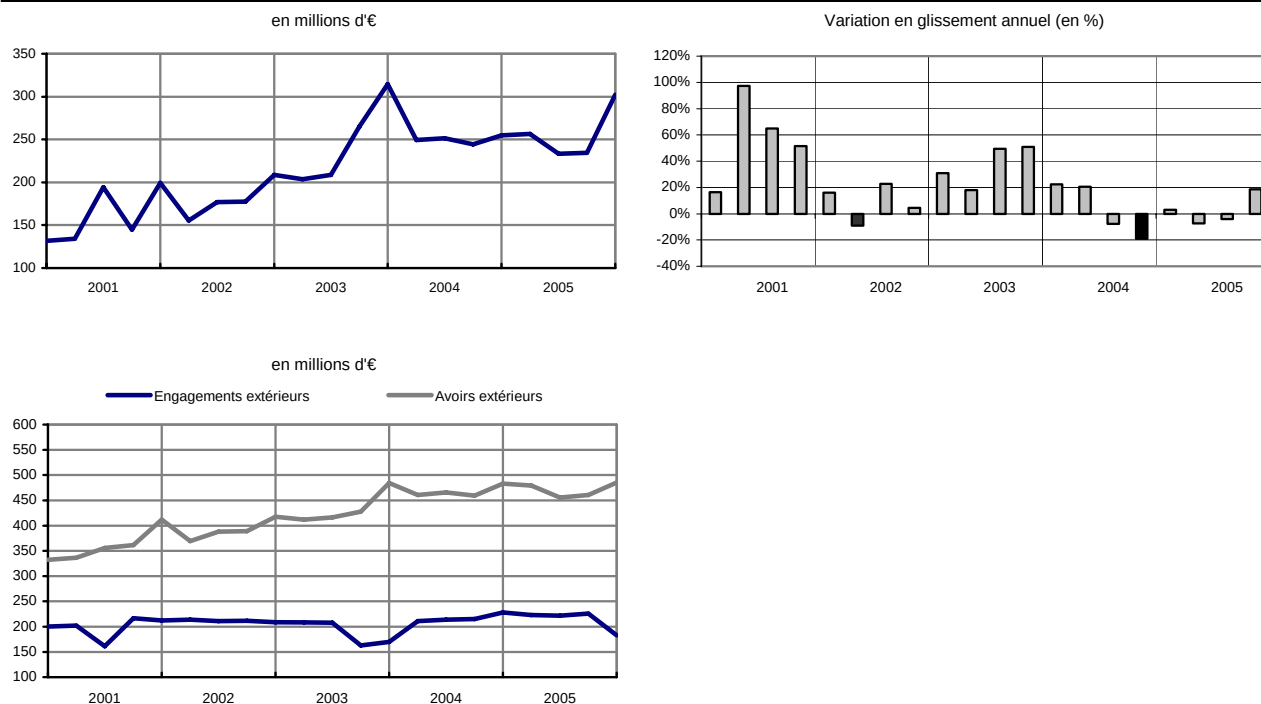
Variation en glissement annuel (en %)



5. La position extérieure nette du système bancaire local

	Montants en millions d'€									Variations	
	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim.
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	332,2	411,8	417,2	484,4	465,7	479,2	455,3	460,3	485,3	4,2%	5,4%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	200,6	212,4	208,7	169,9	214,2	222,8	222,0	226,1	183,0	-14,6%	-19,1%
Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	131,6	199,4	208,5	314,5	251,5	256,4	233,3	234,3	302,3	20,2%	29,0%

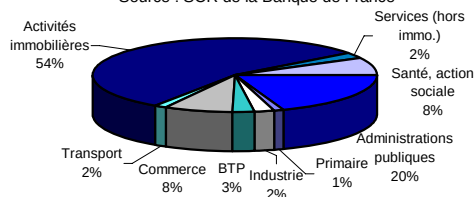
Position extérieure nette



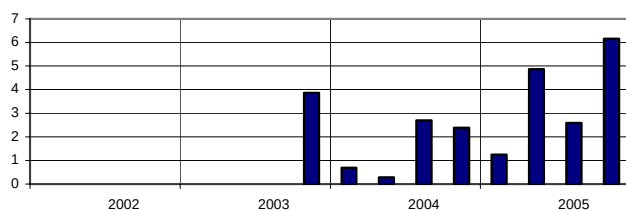
6. Risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31/12/2005

Source : SCR de la Banque de France

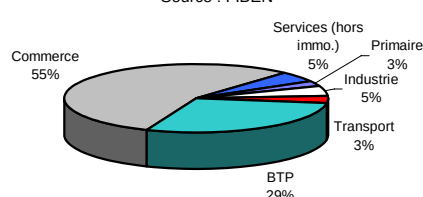


Evolution des nouveaux encours douteux trimestriels en millions d'€

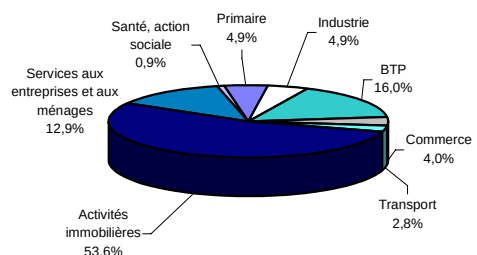


Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 4ème trimestre 2005

Source : FIBEN

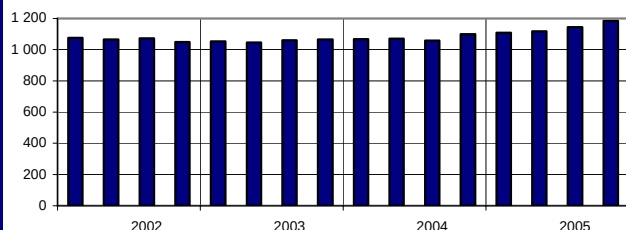


Nouveaux encours douteux au 4ème trimestre 2005

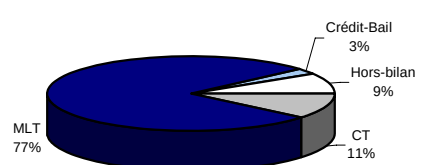


Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

en millions d'€

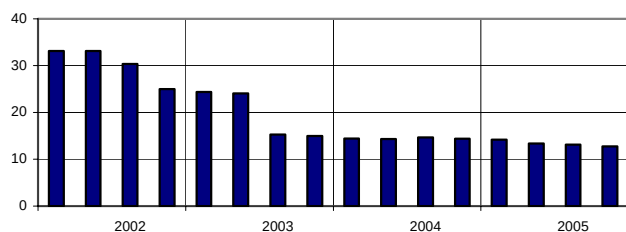


Structure en %

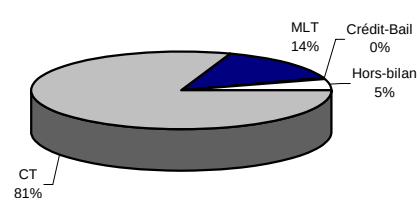


Secteur primaire

en millions d'€

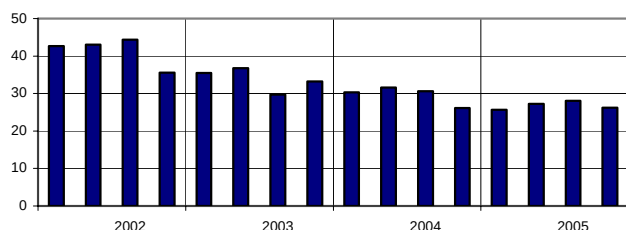


Structure en %

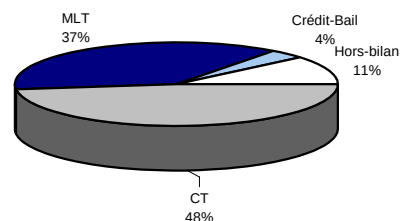


Industrie

en millions d'€

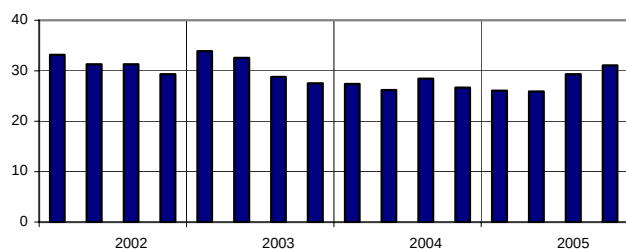


Structure en %

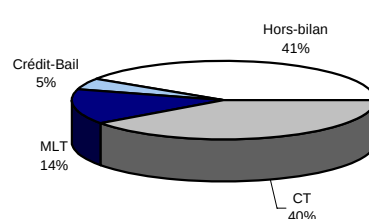


Construction

en millions d'€



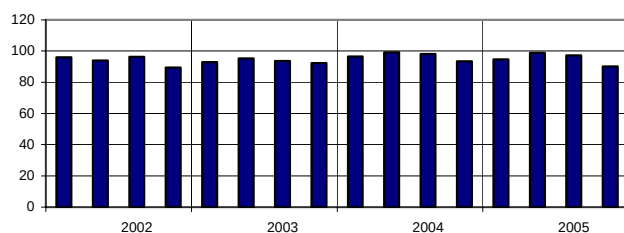
Structure en %



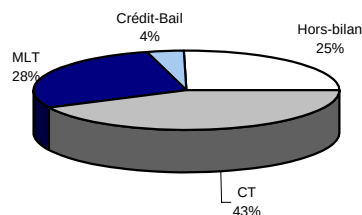
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

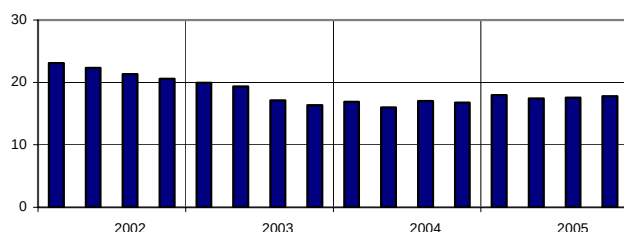


Structure en %

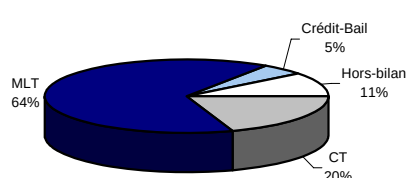


Transport

en millions d'€

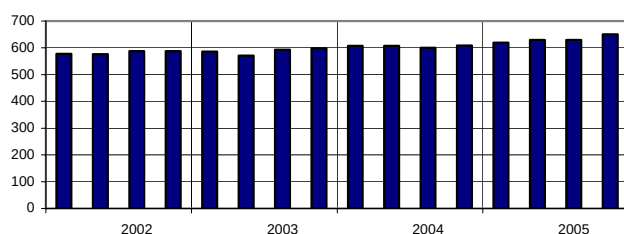


Structure en %

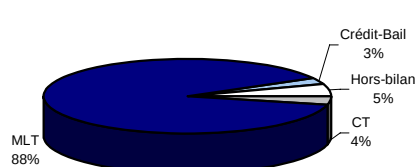


Activités immobilières

en millions d'€

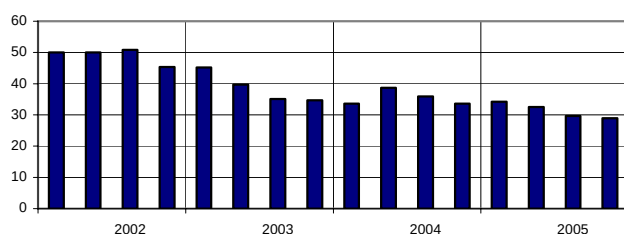


Structure en %

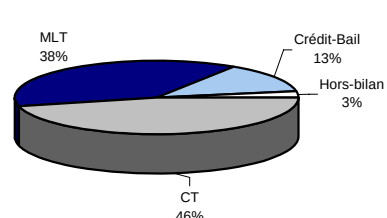


Services (hors immobilier)

en millions d'€

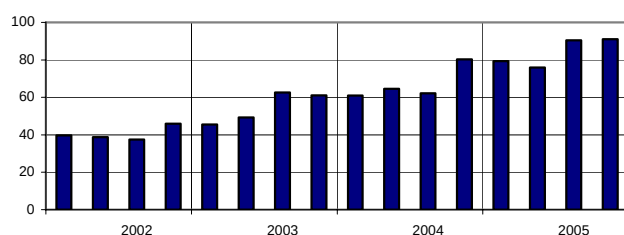


Structure en %

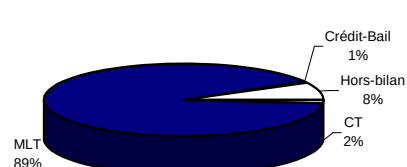


Santé, action sociale

en millions d'€

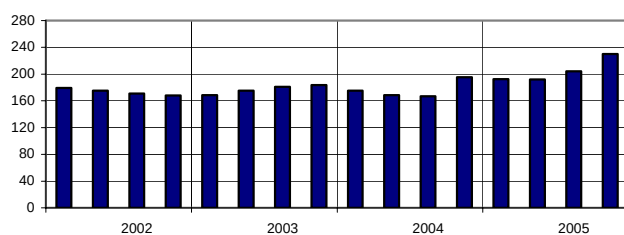


Structure en %

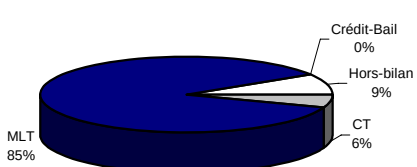


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



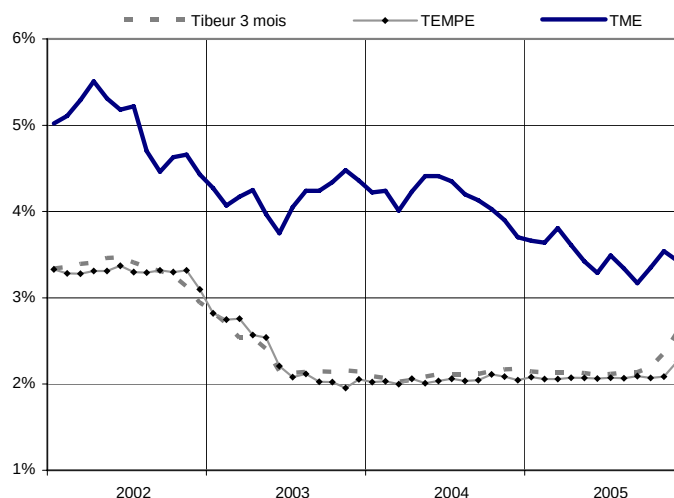
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (08/03/06)	2,50%
Taux de la facilité de dépôt (08/03/06)	1,50%
Taux de la facilité de prêt marginal (08/03/06)	3,50%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er février 06)		
Livret A et bleu 2,25%	Codevi 2,25%	LEP 3,25%
PEL*		CEL*
2,50%		1,50%
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)		2,05%
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)		2.11%

7.2 Principaux taux de marché

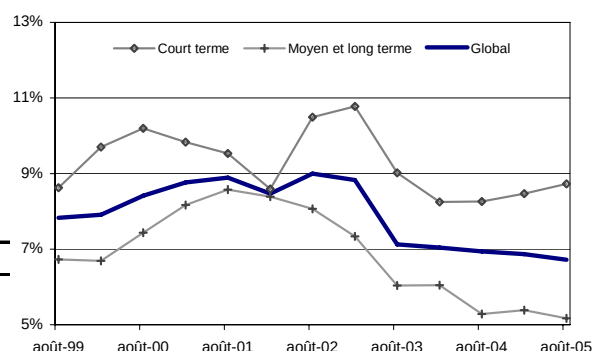


7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév. 2004	août 2004	Fév. 2005	août 2005	Variation en pts 6 mois	1 an
Crédit à CT	8,25%	8,26%	8,47%	8,73%	0,26	0,47
Escompte	9,57%	7,13%	6,38%	7,60%	1,22	0,47
Découvert	8,26%	9,01%	9,14%	9,49%	0,35	0,48
Autres crédits CT	7,65%	6,93%	8,13%	6,07%	-2,06	-0,86
Crédits à MT et LT	6,05%	5,29%	5,39%	5,17%	-0,22	-0,12
ENSEMBLE	7,04%	6,94%	6,87%	6,72%	-0,15	-0,22

Source : IEDOM Guyane



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

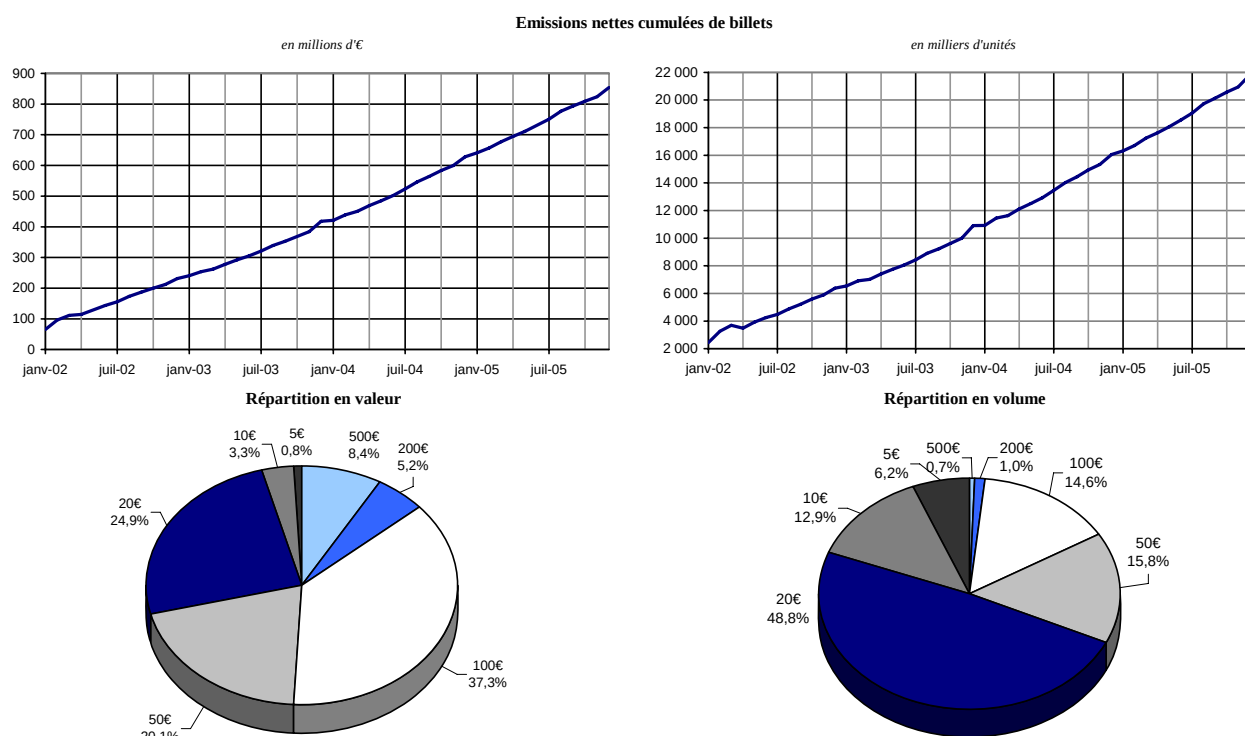
Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		4T2004	1T2005	2T2005	3T2005	4T2005	1T2006
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%
	- Prêts à taux variable	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%
	- Prêts relais	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts ≤ 1524 € (*)	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%
ENTREPRISES	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%
	- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%
	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%		
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%		
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%		
	- Découvert en compte (**)	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%		

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

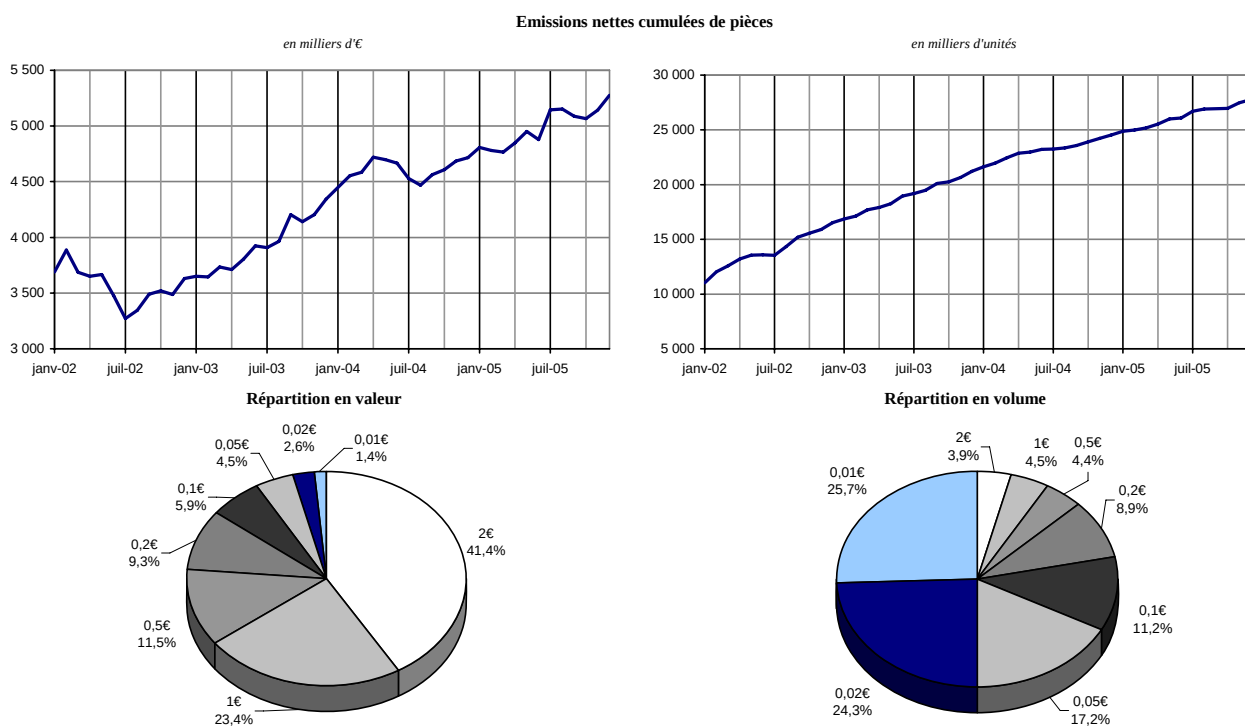
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros



8.2 Emission mensuelle de pièces euros



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane MARTIN

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 22 Mars 2006

Dépôt légal : 22 Mars 2006- n° ISSN : 0296-3116